

Crise politique du Togo : Sommet CEDEAO sans perspectives d'espoir

Florian Karner, Peter Koch

La crise politique au Togo a débuté depuis le mois d'août 2017. C'est dans ce contexte que les 15 pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis fin juillet à Lomé au Togo pour un sommet marquant la fin de la présidence togolaise à la CEDEAO.

Les propositions de sortie de la crise politique qui se vit dans le pays hôte du 53e sommet ont été au centre des préoccupations. Il est à noter que les tentatives de médiation des Président Nana Akufo ADDO (Ghana) et Alpha CONDE (Guinée) avaient permis de calmer les jeux en attendant les décisions de ce sommet. Malgré cela l'on n'a pas constaté une volonté du pouvoir togolais de trouver une issue favorable à cette crise. Aussi l'opposition politique et les OSC togolaises qui fondaient de grands espoirs des décisions du sommet ont été déçus. De ce sommet sont sorties les recommandations suivantes :

- › Condamnation de tout recours à la violence,
- › Exhorte les forces de sécurité à faire preuve de professionnalisme dans leur mission de maintien d'ordre, de préservation de la sécurité des biens et des personnes,
- › La révision intégrale du fichier électoral,
- › L'organisation, le 20 décembre 2018, des élections législatives,
- › Invitation des acteurs politiques, opposition et gouvernement à œuvrer en vue de l'adoption du mode de scrutin à deux tours pour l'élection du Président de la République,
- › La limitation à deux, du nombre de mandats présidentiels, et le vote de la diaspora,
- › La recomposition de la Cour Constitutionnelle et la limitation du nombre de mandats de ses membres,
- › Le déploiement d'observateurs indépendants pour la supervision des élections,

- › Le soutien et l'appui technique de la CEDEAO aux facilitateurs et pour l'organisation des élections.

Pour l'opposition, ce sommet a accouché d'une souris et déplore l'absence de mécanisme de suivi et de mise en œuvre des recommandations. Elle estime en outre que ses recommandations constituent une feuille de route et qu'il est techniquement impossible d'organiser les élections législatives le 20 décembre, vue le temps pour la révision du fichier électoral. Au demeurant ces recommandations pourraient servir comme base des discussions selon les ténors de l'opposition. Il est matériellement impossible d'avoir un fichier électoral en seulement 5 mois, or le fichier électoral constitue dans cette région le nœud de discorde entre les différents acteurs politiques et constitue la base de toutes les contestations électorales. Pour être inscrit sur le fichier électoral, il faut avoir un acte d'état civil, ce qui n'est toujours pas le cas surtout dans les zones rurales. L'opposition aurait souhaité des mesures contraignantes pour le pouvoir de Lomé et même une transition politique. Surtout une interdiction au Président Faure Eyadema de se présenter aux prochaines élections présidentielles. Cependant la Présidence du Nigéria à la tête de l'organisation ouest-africaine pourrait constituer un tournant. Le Nigéria ayant des intérêts particuliers dans ce pays a un intérêt à ce qu'il y ait la paix et la stabilité. Le Togo, seul port en eau profonde le mieux équipé de la région constitue une porte d'entrée du Nigéria vers le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Arrière-fond :

Le Président Faure Gnassingbé (UNIR, 50 sièges sur 91 de l'Assemblée Nationale) dirige le pays depuis 2005. Il a repris la tête de l'Etat peu de temps après le décès de son père Étienne Gnassingbé Eyadéma, qui avait dirigé le pays pendant 38 ans. Selon l'opposition, s'il est vrai que le fils pratique un style moins rigoriste que son père, il est tout aussi évident qu'il recherche à renouveler son mandat.

Au centre d'un gouvernement que l'on peut caractériser d'autocratique se trouve un appareil sécuritaire renforcé et un cercle de militaires de haut rang inféodés au régime. Les manifestations récurrentes observées depuis août 2017, impulsées par l'opposition et la société civile, s'élèvent contre les pratiques autocratiques du Président et contre la restriction massive des libertés publiques et de la presse. Les commentateurs critiquent la répression des manifestations publiques et l'arrestation aléatoire et injustifiée des manifestants. La première revendication de

la population concerne la volonté du Président de vouloir briguer de nouveau mandat. La tentative de révision de la Constitution menée par Gnassingbé au mois de septembre 2017 n'a pas été couronnée de succès car n'ayant pu obtenir la majorité qualifiée. La proposition de loi prônait un retour à la constitution de 1992 qui avait limité à deux mandats successifs la fonction présidentielle. D'une manière générale, l'opposition est favorable à cette modification constitutionnelle, mais s'oppose à la demande du Président de l'appliquer de manière rétroactive, ce qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 2030. Vu de l'extérieur, la création d'un front d'opposition uni dans le cadre de la Coalition des 14 partis d'opposition ne semble pas être une évidence, mais de plus en plus, ces partis parlent d'une seule voix. Sous l'impulsion de la CEDEAO, le pouvoir et l'opposition ont convenu de la modification de la CENI avec 8 membres pour l'opposition et 8 pour le pouvoir. Cependant les 14 ont encore des réserves sur la date des élections. Ils ont donc d'une seule voix appelé au boycott du recensement électoral qui a démarré le 1er octobre.

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Florian Karner

Représentant Résident

Programme pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest

Coopération européenne et internationale

florian.karner@kas.de



Le texte de cette publication est publié sous la licence: «Creative Commons Attribution - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International» (CC BY-SA 4.0), <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.fr>